



Assemblée générale

Distr. générale
25 octobre 2018
Français
Original : anglais

Soixante-treizième session
Cinquième Commission
Point 117 d) de l'ordre du jour
Nominations aux sièges devenus vacants
dans les organes subsidiaires et autres nominations

Nomination de membres de la Commission de la fonction publique internationale et désignation de la présidence de la Commission

Note du Secrétaire général

1. En ce qui concerne la présidence de la Commission de la fonction publique internationale, il est rappelé que l'article 2 du Statut de la Commission dispose ce qui suit :

La Commission se compose de quinze membres nommés par l'Assemblée générale, dont deux, choisis respectivement comme président et vice-président, exercent leurs fonctions à temps complet.

2. La présidence de la Commission de la fonction publique internationale deviendra vacante le 1^{er} janvier 2019.

3. Les Gouvernements algérien et marocain ont présenté les candidats suivants à la présidence de la Commission de la fonction publique internationale :

Larbi Djacta (Algérie)
El Hassane Zahid (Maroc)

4. On trouvera ci-après la notice biographique des candidats (voir annexe).



Annexe

Notices biographiques*

Larbi Djacta (Algérie)

Le Gouvernement algérien désigne M. Larbi DJACTA, diplomate de haut rang, comme candidat à la présidence de la Commission de la fonction publique internationale (CFPI) pour la période 2019-2022, pour laquelle la Cinquième Commission doit tenir des élections au début du mois de novembre 2018, à la soixante-treizième session de l'Assemblée générale.

M. Djacta possède une expérience avérée du multilatéralisme, au vu notamment des postes à responsabilité qu'il a occupés à la Mission permanente de l'Algérie à Genève et à New York, à savoir ceux de Ministre conseiller et de Représentant permanent adjoint.

Depuis 2013, il est membre de la Commission de la fonction publique internationale, où son apport est grandement apprécié de ses pairs, des représentants des Nations Unies et des fédérations du personnel. Il connaît en outre très bien le système des Nations Unies et ses subtilités, ce qui lui permet de jouer un rôle moteur dans les travaux de la Commission.

Compte tenu de son expérience et de ses compétences dans le domaine de l'administration, du budget et des finances des Nations Unies, en particulier de sa connaissance approfondie du régime commun des Nations Unies, M. Djacta, s'il était choisi pour présider la Commission, contribuerait à en améliorer le fonctionnement pour qu'elle puisse utilement accompagner l'Assemblée générale dans la conduite des affaires relatives au régime commun.

À la réunion des ministres des affaires étrangères qu'elle a tenue au Caire le 12 septembre 2017, la **Ligue des États arabes s'est prononcée en faveur de la seule candidature** de M. Djacta. Ce dernier a également reçu le soutien du **Sommet de l'Union africaine** le 29 janvier 2018, à Addis-Abeba.

Renseignements personnels

Date et lieu de naissance : 14 novembre 1962 à Sétif (Algérie)

Fonctions actuelles

- Ministre plénipotentiaire à la Direction générale des affaires politiques et de la sécurité internationale (Ministère des affaires étrangères)
- Membre de la Commission de la fonction publique internationale depuis 2013

Formation

- 1981-1985 : Diplôme de l'École nationale d'administration, Section diplomatique (Alger)
- 1993-1995 : Diplôme de maîtrise de l'Université de Saint John (New York)

* Les notices biographiques n'ont pas été revues par les services d'édition.

Langues

- Maîtrise de l'arabe, de l'anglais et du français, à l'écrit comme à l'oral

Expérience professionnelle et emplois occupés

- Depuis juillet 2016 : Ministre plénipotentiaire à la Direction générale des affaires politiques et de la sécurité internationale (Ministère des affaires étrangères)
- Janvier 2012-juillet 2016 : Ministre conseiller à la Mission permanente de l'Algérie auprès de l'Organisation des Nations Unies
- Janvier-décembre 2011 : Conseiller principal auprès du Directeur général des relations économiques et de la coopération internationale au Ministère des affaires étrangères
- Novembre 2008-novembre 2010 : Consultant de haut niveau au Cabinet du Directeur général de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) (Genève), chargé des relations extérieures et de la liaison avec les États Membres et avec le système des Nations Unies
- Septembre 2007-novembre 2008 : Représentant permanent adjoint/Ministre conseiller à la Mission permanente de l'Algérie à Genève
- Juillet 2006-septembre 2007 : Sous-Directeur des droits de l'homme et des affaires humanitaires au Ministère des affaires étrangères
- Avril 2001-juin 2006 : Conseiller à la Mission permanente de l'Algérie auprès de l'Organisation des Nations Unies (New York)
- Novembre 1998-avril 2001 : Conseiller au Département des relations multilatérales du Ministère des affaires étrangères, en charge des affaires de désarmement
- Février 1997-novembre 1998 : Administrateur principal à l'ONU, Chef du Groupe des observateurs internationaux chargés de la mise en œuvre de la résolution 986 du Conseil de sécurité de l'ONU (Pétrole contre nourriture) (Iraq)
- Septembre-décembre 1996 : Consultant au PNUD, Chef du projet relatif à la gouvernance, aux droits de l'homme et à la démocratie en Asie centrale
- Janvier-juillet 1996 : Conseiller politique spécial à la Mission des Nations Unies en Angola (Luanda), responsable de la Commission conjointe chargée de l'application des Accords de Lusaka sur la réconciliation nationale en Angola
- Septembre 1991-décembre 1995 : Conseiller à la Mission permanente de l'Algérie à New York, en charge de :
 - La Cinquième Commission (Commission des questions administratives et budgétaires)
 - La Deuxième Commission (Commission économique et financière)
- Septembre 1987-août 1991 : Secrétaire des affaires étrangères à la Direction des relations économiques internationales (Ministère des affaires étrangères), chargé des organisations internationales, notamment les institutions spécialisées, fonds et programmes des Nations Unies (Alger)

Participation à différents organes de l'ONU et organismes des Nations Unies

En qualité de représentant de l'Algérie, j'ai participé aux travaux des organes et organismes du système des Nations Unies ci-après :

- Membre de la délégation algérienne à l'Assemblée générale des Nations Unies à New York aux sessions de 1988, 1989, 1991, 1992, 1993, 1994, 1995, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2011, 2012, 2013, 2014 et 2015
- Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications, en mai 1989 à Nice
- Congrès postal universel (Union postale universelle), en novembre-décembre 1989 à Washington
- Assemblée générale de l'Organisation mondiale du tourisme, en mai 1990 à Madrid
- Cinquième Commission (Commission des questions administratives et budgétaires) de 1991 à 1995
- Deuxième Commission (Commission économique et financière) de 1991 à 1995
- Quatrième Commission (Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation) de 2001 à 2006
- Conseil économique et social de 1991 à 1992 et de 2013 à 2015
- Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) de 1992 à 1995
- Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) de 1992 à 1995
- Comité du programme et de la coordination, de 1991 à 1995
- Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement tenue à Rio en 1992 et de Rio +20 en 2012
- Groupe de travail de l'Assemblée générale sur la restructuration du secteur humanitaire de l'Organisation des Nations Unies, 1991/92
- Groupe de travail sur la revitalisation des travaux de l'Assemblée générale des Nations Unies, de 2003 à 2006 et de 2013 à 2015
- Groupe d'étude sur les opérations de paix de l'Organisation des Nations Unies (rapport Brahimi), de 2001 à 2003
- Groupe de travail sur la réforme du Conseil de sécurité
- Conseil de sécurité, membre de la délégation algérienne au Conseil de sécurité de 2004 à 2005
- Groupe de travail sur la réforme des droits de l'homme, 2005-2006
- Conseil des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies, 2007-2008
- Groupe du Conseil des droits de l'homme chargé de sélectionner les rapporteurs spéciaux sur les droits de l'homme, de 2007 à 2008
- ONU-Femmes de 2013 à 2015
- Réunions de coordination du Mouvement des pays non alignés de 2001 à 2006 et de 2012 à 2016

- Réunion ministérielle du Mouvement des pays non alignés tenue à Alger en mai 2014, Coordonnateur politique et point focal de la réunion

Parallèlement, j'ai également assumé les fonctions de Président, Vice-Président, Rapporteur et Coordonnateur de nombre de commissions, comités, groupes régionaux et groupes de travail :

- Président du Groupe des 77 en 1994 et en 2012
- Vice-Président puis Président du Comité de l'information en 2003/04
- Rapporteur de la Commission des questions administratives et budgétaires de l'Assemblée générale (Cinquième Commission) en 1994/95
- Membre du Groupe d'experts sur la capacité de payer, créé par la résolution [19/49](#) de l'Assemblée générale en 1995
- Coordonnateur du Groupe des 77 sur la gestion des ressources humaines, de 1994 à 1995
- Coordonnateur du Groupe des 77 sur les questions humanitaires de 1992 à 1995
- Coordonnateur du Groupe des 77 au Comité préparatoire du Sommet mondial pour le développement social en 1994
- Coordonnateur du Mouvement des pays non alignés sur la revitalisation des travaux de l'Assemblée générale des Nations Unies
- Coordonnateur du Mouvement des pays non alignés au Comité spécial des opérations de maintien de la paix (Comité des 34), de 2001 à 2003
- Coordonnateur du Groupe des États d'Afrique concernant la mise en œuvre des mécanismes institutionnels du Conseil des droits de l'homme en 2008
- Membre du Groupe du Conseil des droits de l'homme chargé de sélectionner les rapporteurs spéciaux sur les droits de l'homme, de 2007 à 2008
- Négociateur en chef du Groupe des 77 sur les changements climatiques en 2012

Réalisations

- 1985 : Thèse de fin d'études « Évaluation et perspectives des relations algéro-allemandes »
- 1990 : Étude régionale du PNUD sur la communication en Afrique (RASCOM)
- 1996 : Participation à l'élaboration et à la mise en œuvre du Plan d'action pour la réconciliation nationale en Angola
- 1996 : Élaboration et suivi de l'exécution du projet régional sur la gouvernance et la démocratie en Asie centrale

El Hassane Zahid (Maroc)

M. El Hassane Zahid, qui est membre de la Commission de la fonction publique internationale depuis 1997, a été Ambassadeur de Sa Majesté le Roi en Thaïlande, avec accréditation au Cambodge, au Laos, au Myanmar et au Viet Nam de décembre 2003 à juillet 2010.

De 2001 à 2003, il a été Directeur adjoint des organisations internationales au Ministère des affaires étrangères.

De septembre 1983 à juin 2001, il a été Conseiller puis Ministre plénipotentiaire à la Mission permanente du Maroc auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Pendant son affectation à la Mission permanente du Maroc à New York, de septembre 1983 à juin 2001, il a représenté le Maroc dans de nombreux comités et commissions et a occupé les fonctions de Président, Vice-Président et Rapporteur de plusieurs organes de l'Organisation des Nations Unies. C'est ainsi qu'il a présidé le Comité de l'information en 1999 et 2000, le Comité des conférences de janvier à décembre 1996, et assuré les fonctions de Vice-Président du Comité des conférences en 1993 et en 1995, de Vice-Président de la Commission des questions administratives et budgétaires (Cinquième Commission) pendant la quarante-septième session de l'Assemblée générale, de Vice-Président du Comité du programme et de la coordination en 1992 et de Rapporteur du Comité des conférences en 1994.

M. Zahid a participé en tant que représentant du Maroc aux travaux des organes de l'ONU et des organismes des Nations Unies suivants :

- Fonds des Nations Unies pour l'enfance : avril 1985
- Comité de l'information : mars 1985, mai 1994, et 1999
- Comité du programme et de la coordination : avril 1985, mai-juin 1989, septembre 1990, juin 1991 et mai 1992 (Vice-Président)
- Comité des conférences : Vice-Président en 1993, Rapporteur en 1994, Vice-Président en 1995 et Président en 1996
- Comité des demandes de réformation de jugements du Tribunal administratif : janvier et septembre 1985
- Commission des sociétés transnationales : dixième session en avril 1984, onzième session en avril 1986
- Comité intergouvernemental d'experts pour le développement de la science et de la technique : mi-juin 1994
- Conseil de sécurité en 1992 et 1993
- Première Commission (questions de désarmement et sécurité internationale) de 1986 à 1988
- Deuxième Commission (Commission économique et financière) en 1983 et 1984
- Commission politique spéciale en 1985
- Quatrième Commission (décolonisation) de 1994 à 2001
- Cinquième Commission (questions administratives et budgétaires) en 1984 et de 1989 à 2001

- Conférence internationale sur la relation entre le désarmement et le développement : août et septembre 1987
- Troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement : mai et juin 1988
- Commission du désarmement de l'Organisation des Nations Unies : mai 1987 et mai 1988
- Comité des pensions du personnel de l'Organisation des Nations Unies de janvier 1995 jusqu'à fin 1997 (mandat de trois ans)
- Groupe de travail spécial intergouvernemental sur l'application du principe de la capacité de paiement : mai 1995
- Conseil économique et social : mai 1984, juin 1984, février 1985, mai 1985, avril et mai 1986 et février 1987
- Programme des Nations Unies pour le développement : février 1984
- Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique : février et juin 1986
- Réunion ministérielle extraordinaire du Bureau de coordination du Mouvement des pays non alignés sur le désarmement à La Havane du 26 au 30 mai 1988
- Réunion des États parties à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale : dixième session en janvier 1986, onzième session en août 1987, douzième session en janvier 1988, treizième session en janvier 1990, quatorzième session en janvier 1992

Formation

M. Zahid a fait ses études secondaires au Maroc au lycée Sidi Lahcen Lyoussi à Séfrou puis au lycée Moulay Smail à Meknès, où il a obtenu en 1970 le baccalauréat en lettres (préformation d'anglais).

De 1970 à 1973, il a fait des études supérieures à l'École nationale d'administration de Rabat dont il est sorti diplômé en juillet 1973 (section diplomatique).

De septembre 1980 à décembre 1981, il a suivi avec succès le cycle supérieur de l'École nationale d'administration de Rabat. Au cours de cette période d'études, il a effectué de nombreux stages au Maroc et en France, dont un stage au Ministère français des affaires étrangères et un autre à la préfecture de Lille.

Pendant la même période, M. Zahid a suivi au Maroc un cours de gestion et obtenu le diplôme le sanctionnant en juillet 1981.

En décembre 1981, après avoir soutenu avec succès un mémoire sur la procédure administrative non contentieuse, il a obtenu le diplôme du cycle supérieur de l'École nationale d'administration.

Il a participé à un certain nombre de séminaires, dont celui organisé par l'École nationale d'administration sur la formation continue, celui organisé par l'Organisation des Nations Unies sur la méthodologie du budget de l'ONU (en avril 1992) et le séminaire organisé par le Gouvernement canadien à Montréal sur l'espace extra-atmosphérique.

Il est titulaire du diplôme d'anglais de l'ONU et d'un diplôme d'allemand de l'Institut Goethe de Rabat.

Expérience professionnelle et fonctions exercées

En juillet 1973, il a commencé sa carrière diplomatique au Ministère des affaires étrangères, en qualité de Secrétaire des affaires étrangères, adjoint au Chef du service du personnel.

En août 1974, il a été affecté en Allemagne (Düsseldorf) en qualité de Vice-Consul. En septembre 1979, il a été chargé du Service des réfugiés et des apatrides à la Direction des affaires consulaires et sociales au Ministère des affaires étrangères.

En janvier 1982, il a été nommé Conseiller des affaires étrangères et affecté à la Direction des affaires économiques multilatérales. Pendant cette période, il a participé à des réunions de la Commission économique pour l'Afrique à Addis-Abeba et à Tanger (Maroc) [Centre multinational de programmation et d'exécution des projets(MULPOC)].

En septembre 1983, il a été affecté à la Mission permanente du Maroc auprès de l'Organisation des Nations Unies.

En 1993, il a été promu Ministre plénipotentiaire et en 1995, il a été désigné Représentant permanent adjoint.

Pendant son affectation à New York, il a représenté le Maroc dans de nombreux organes, comités et commissions des Nations Unies et assumé d'importantes responsabilités et fonctions au sein de leurs bureaux.

Il possède une très bonne connaissance de l'arabe, du français et de l'anglais, ainsi qu'une connaissance moyenne de l'allemand et de l'espagnol.

M. El Hassane Zahid est né en 1949 à Beniyazgha (Maroc).
